

être
SOLIDAIRE



SUPPLÉMENT AU N°44
JANVIER 2019

L'AVENIR SOCIAL

« Une belle histoire et des projets à imaginer »

L'assemblée générale de L'Avenir social, les 28 et 29 novembre 2018, a fixé des perspectives pour les prochaines années. Avec toujours le souci de partir des besoins du terrain et de mettre en place, avec les premiers concernés, des projets de solidarité et d'émancipation.

« Une énorme vague est arrivée chez nous. Certains camarades ont eu 1 mètre 60 d'eau chez eux. D'autres ont passé la nuit sur des tables, avec les enfants dans les bras ». À peine installés, les participants à l'assemblée générale de L'Avenir social entendent un témoignage fort, celui de Christine Sanchez, de l'Union départementale CGT de l'Aude. Ce département mettra du temps à effacer les traces des inondations de la mi-octobre, qui ont touché plus de 70 communes. « Des personnes âgées ont été retrouvées noyées dans leur lit. Tu cherches des gens et tu attends : c'est ça les inondations », ajoute-t-elle. Ce sont aussi les écoles et les bibliothèques sinistrées, des habitants sans chauffage ni eau chaude après la destruction de leur chaudière, sans vêtements propres... « Des gens sont restés trois jours sans pouvoir se doucher ni se changer », insiste Christine Sanchez. Elle pointe aussi « le mensonge d'État de Macron » : « Il a dit que les assurances n'appliqueraient pas les franchises.



Elles les ont toutes appliquées ! » Il a fallu faire face à l'urgence : « Nous avons mis en place une cellule de crise. En quatre jours, nous avons appelé tous les camarades pour connaître leurs besoins ». L'Avenir social a tout de suite réagi, envoyant en deux fois un total de 40 000 euros. Comment faire plus ? Autrement ? Dans la durée ? Pendant deux jours, cette catastrophe de l'Aude était présente dans beaucoup de têtes, alimentant certaines propositions.

APRÈS LA BRETAGNE, LA MÉDITERRANÉE

Sans oublier pour autant les initiatives qui amènent le sourire. Ainsi, ces « enfants-ados de la cité du Clos Saint-Lazare à Stains (Seine-Saint-Denis) qui pour la première fois étaient partis en vacances en Bretagne ». « Les enfants ayant trouvé la mer en Bretagne assez froide, nous avons rectifié cette année en leur permettant de partir sur Nice, en lien avec l'Union locale CGT de Carros. Ils ont trouvé la Méditerranée plus à leur goût ! », rapporte Catherine Paccioni, présidente sortante de L'Avenir

social. « Après, ça se racontait dans le quartier, que la CGT avait emmené des gamins à la mer », ajoute Zorica Kovacevic, directrice de l'association Apcis, partie prenante du projet. Droit aux vacances encore, avec cette dizaine de familles, emmenées « pour profiter un peu, pendant une ou deux semaines, de la vie des gens normaux », confie Raymond Verdier, du Comité national CGT des travailleurs privés d'emploi et précaires. Parfois, les projets sont plus modestes, mais tout aussi importants, comme ces deux familles albanaises parties deux jours dans le Haut-Doubs, évoquées par Michel Tommasini, de l'Union locale CGT d'Épinal.

CAMPING SOLIDAIRE ET LUTTE INDUSTRIELLE

La vie de L'Avenir social, ce sont aussi, parfois, des « regrets pour des projets non aboutis, tels l'accès à la culture pour nos camarades sans papiers » ou « le soutien à l'équipe de cricket de Saint-Omer, constituée pour la plupart de joueurs afghans et syriens (...), mais je ne désespère pas que nous trouvions

un jour des solutions », assure Catherine Paccioni. Elle rappelle également « le camping solidaire à Wizernes à l'été 2016, où nos camarades luttèrent pour la reprise de l'activité sur le site ». Leur acharnement a payé, car l'ancienne papeterie du Pas-de-Calais a été reprise par un industriel local. Impossible de tout mentionner, car « L'Avenir social, ce sont aussi des

projets dans le monde, quelquefois très loin de Montreuil, récemment le Népal, le Bangladesh, le Japon il y a quelques années... Et d'autres dans l'Hexagone, voire près de chez vous, de chez nous ». Bref, L'Avenir social, c'est à la fois « une belle histoire » et « des projets à imaginer, à monter et à faire vivre ». —



Alphabétisation en milieu rural au Sénégal



« Grâce au programme d'alphabétisation que vous soutenez, les femmes d'ethnie et culture Sérère du village de Mbokhodane dans la Région centre de Diourbel savent lire et écrire dans leur langue maternelle et tiennent une comptabilité sommaire qui donne un peu plus d'efficacité à leur activité économique ». On ne saurait mieux résumer l'utilité sur le terrain des projets soutenus par L'Avenir social, mais aussi, et surtout l'objectif d'émancipation qu'ils poursuivent. Il s'agit ici de mettre en place des classes d'alphabétisation en milieu rural, à

trois endroits du Sénégal. Ce message est celui qu'a envoyé depuis le Sénégal Mamadou Diouf, de la Confédération des syndicats autonomes (CSA), pour l'ouverture de l'assemblée générale. Il évoque aussi ces femmes de « la Région de Kaolack, principale zone de production de l'arachide, les femmes de Nguer Babou, de culture Wolof [qui] exhibent avec fierté le registre des naissances qu'elles mettent à jour régulièrement depuis qu'elles ont commencé à suivre les cours d'alphabétisation ». L'initiative « est en train de changer profondément la vie de plusieurs centaines de femmes », insiste-t-il. —

Des chantiers pour prolonger l'aide financière ?

« La solidarité, c'est l'aide financière, mais ça peut être autre chose ». Inspirée par les inondations de l'Aude, la proposition d'organiser des « chantiers de solidarité » a très vite été faite par Fanou Savariaud, de la Fédération CGT des Services publics. « À un moment, certains ne peuvent plus aider financièrement. Les chantiers, c'est une solution pour que tout le monde puisse prendre sa part », insiste-t-elle. « Seuls les camarades de la région pourront iden-

tifier ceux à aider », remarque Patrick Breton, lors des échanges en ateliers. « Il faut se demander comment utiliser les compétences de nos camarades au profit d'autres », poursuit Jean-Michel Joubier, lors de la synthèse. Et un chantier peut prendre des formes très différentes : « Ce n'est pas forcément débarquer avec des engins », note Jacques Vallet. L'idée de débloquer des dossiers bancaires et d'assurance a ainsi été évoquée. —



« Nous sommes des militants qui agissons pour que ça change »

Mené en ateliers, un travail de réflexion a permis aux adhérents de s'exprimer sur la façon de faire émerger les futurs projets et d'en organiser la mise en place. Au centre des interventions : la communication, la décentralisation et le suivi.

QUELS PROJETS ?

« On a mis en place une commission «projets», car à un moment, on croulait sous les propositions ». Dès le démarrage de cet atelier titré « Quels nouveaux projets L'Avenir social doit-elle porter ? », son animateur, Patrick Breton, plante le décor. Il ne suffit pas d'avoir des idées ou des propositions pour être capable de les mener à bien. Une première suggestion émerge des échanges : « Suite aux inondations de l'Aude, on a envoyé 40 000 euros, mais il faut continuer dans la durée. Par exemple se mettre en lien avec Indecosa pour débloquer des dossiers d'assurance ». Puis, très vite, les discussions s'intéressent à la façon de faire remonter les demandes et besoins du terrain. « C'est aux camarades de Touraine, de Picardie ou de Toulouse de nous dire ce qu'il y a à faire chez eux », résume Patrick Breton. Logiquement, la question suivante porte sur les relais locaux. « Créer des antennes ? », s'interroge un adhérent. « Avoir un référent », « s'appuyer sur les syndiqués », entend-on comme premières réponses. « Délocaliser, mais pour faire quoi ? », embraye un autre. Autre interrogation : « Quels axes veut-on développer ? La santé, la culture ? » Ce qui amène Patrick Breton à évoquer un projet concret, celui de « créer des dispensaires qui prendraient des patients en charge en intégrant les problématiques sociales, sous la forme d'un réseau de médecins, d'éducateurs, d'assistants sociaux, de

juristes... ». « C'est ambitieux, mais tout à fait réalisable », assure-t-il.

QUELLE IMPLICATION ?

« Il faut aller dans les réunions de commissions exécutives fédérales pour présenter l'Avenir social ». « Il faut communiquer à l'occasion des formations ». « Quand quelqu'un prend sa carte syndicale à la CGT, il faut lui dire à quoi sert l'Avenir social ». « À ta formation de premier niveau, tu devrais être informé des outils dont dispose la CGT : Indecosa, Ancav, Avenir social... » Voilà quelques-unes des réflexions entendues au cours d'un atelier consacré à « l'implication des organisations CGT et des adhérents dans la vie de l'association ». « Il faut élaborer un plan de communication et d'adhésion, comme un plan de syndicalisation », résume un participant. Une communication qui suppose une présence et donc des moyens humains : « Il faut aussi des forces pour tenir des stands dans les congrès, investir le terrain, les réunions d'unions locales, d'unions départementales, de fédérations... » « Il faut rendre le truc vivant. L'adhérent (de l'Avenir social) est le meilleur ambassadeur », prévient celui-ci. Autre témoignage : « J'ai été trésorier dans une union locale CGT, je n'ai jamais eu de plaquettes de l'Avenir social », alors que « l'UL, c'est la proximité, c'est là qu'il y a un effort à faire ». « Je suis adhérente lambda. Je ne recevais que le petit journal de

l'association, mais c'est en téléphonant et en me renseignant que j'en ai eu plus sur ce que fait vraiment L'Avenir social », ajoute une autre. Puis, les échanges tournent autour des mérites comparés des différents canaux de communication : « Aujourd'hui, ce sont les réseaux sociaux qui fonctionnent ». Mais aussi : « J'en ai beaucoup appris dans la rubrique historique du site internet ». Ou encore la proposition d'augmenter la diffusion du journal de L'Avenir social au-delà de ses adhérents.

QUELS PARTENARIATS ?

Là encore, les remarques fusent dans l'atelier. Exemple parmi d'autres : « Les partenariats et les conventions peuvent être délocalisés en fonction des besoins d'un territoire. Il faut partir des besoins de solidarité et des réalités du terrain ». « Nous devons orienter nos actions vers les populations les plus vulnérables, les peuples où les droits humains sont bafoués. Le tout en cohérence avec les valeurs de la CGT », note, à l'heure de la synthèse des ateliers, Frédérique Landas, nouvelle présidente de L'Avenir social. « Il faut intégrer, quand c'est possible, d'autres associations. Les échanges ont aussi mis en évidence la définition du contenu et de la durée du partenariat, ainsi qu'un nécessaire contrôle ». Sans oublier la volonté de progrès social portée par l'association. Ainsi, à chaque fois que c'est possible, l'action internationale s'appuie sur des organisations syndicales locales, défendant des valeurs proches de celles de la CGT. Une action l'illustre parfaitement : celle menée au Bangladesh après l'écroulement en 2013 de l'immeuble Rana Plaza, qui a fait plus de 1 100 morts chez les ouvriers du textile. « Notre action a permis de passer de 10 à 77 bases syndicales organisées dans le pays. Aucune autre association sur le terrain après la catastrophe n'aurait eu pour préoccupation la formation syndicale des salariés », souligne Frédérique Landas. « Nous sommes bien des militants, qui agissons pour que ça change », conclut-elle. —

L'EXPOSITION SUR L'AVENIR SOCIAL

est à votre disposition pour vos différentes initiatives, congrès ou assemblées générales.

RÉMI Attiré par les « initiatives de quartiers »

À 30 ans, Rémi est le plus jeune membre du nouveau conseil d'administration de L'Avenir social, mais a déjà une longue expérience de « la solidarité de classe », comme il dit. Notamment les 10 ans passés dans une association de quartier du 20^e arrondissement de Paris. Une « association militante », centrée notamment sur les « questions de logement et de conditions de vie », résume-t-il. Désormais conducteur ambulancier à l'APHP, Rémi « découvre l'activité syndicale » avec la CGT. Une connaissance, impliquée dans la vie de L'Avenir social, l'a également amené à s'intéresser aux valeurs et aux projets de cette dernière. De sa première assemblée générale, Rémi repart avec « l'impression qu'il y a des intentions intéressantes, des gens investis et des ressources ». « Je suis attiré par des projets socio-militants, en France, parce que c'est ce que je connais », développe-t-il. Ainsi, par exemple, cette idée de création d'une maison de santé de quartier. Lors de son expérience associative, il a côtoyé la Maison de santé Pyrénées-Belleville, « des médecins qui voient la santé comme physique, sociale et psychique », apprécie-t-il. « Il y a plein d'initiatives de quartiers. Ce qui fait leur force, c'est leur spontanéité. Mais c'est aussi leur faiblesse, car cela peut être éphémère », analyse Rémi. Il en reste cependant persuadé : « Il y a pas mal de possibilités, sur le terrain, de résistances et de luttes ouvrières ». —



CHRISTINE

« Internationaliste et féministe »

Christine Martin a découvert L'Avenir social grâce au stand que l'association tenait au dernier congrès de sa fédération d'origine, la Ferc-CGT. « J'avais déjà lu des choses avant, mais j'ai davantage découvert l'action internationale et le côté féministe », explique-t-elle. « J'ai fait une petite mission humanitaire il y a 3 ans, au Cambodge, avec une association que l'on paye pour aller faire de l'aide à la

santé », raconte-t-elle. Si elle est ravie d'avoir « rencontré des gens extraordinaires », elle s'est aussi rendu compte que dans un tel cadre, « on ne fait pas vraiment avec la population. On travaillait avec des médecins cambodgiens, mais comme on venait avec nos médicaments, c'est ceux-là qu'il fallait prescrire. Nous n'en avons pas pour l'hypertension, alors qu'il y avait un besoin important ». À L'Avenir social, c'est donc l'action à l'international

qui focalise son attention : « Au sortir de ces deux jours d'assemblée générale, j'aimerais savoir comment m'investir dans des projets, dans une thématique... » Christine, qui a repris des études en doctorat d'ergologie, évoque comme complémentaire son « militantisme CGT », avec « un côté utopiste et d'ouverture ». Pour résumer sa personnalité, elle a le sens de la formule : « internationaliste et féministe ». —

CLAUDE

« Les gouttes deviennent un verre puis un bidon »

Le premier contact de Claude Gillet-Colart avec L'Avenir social tient du hasard. Entrée dans une chorale populaire de Paris, elle a participé à des stages organisés le week-end à l'orphelinat d'Orgemont. « Des enfants placés là provisoirement venaient nous rejoindre. J'ai même le souvenir d'une copine qui a longtemps correspondu avec un gamin », se souvient-elle. Cadre chez Yves-Saint-Laurent, elle a « monté le syndicat CGT » et été élue

secrétaire du CE, après le rachat par Sanofi. Amenée à fréquenter davantage le siège confédéral de la CGT, à Montreuil, elle a redécouvert L'Avenir social. « Je croyais que l'association n'existait plus et en fait, je la voyais renaître de ses cendres, se réjouit-elle. J'ai adhéré de façon personnelle ». « J'ai beaucoup travaillé à l'international et à l'export », confie Claude, aujourd'hui retraitée. Toujours impliquée dans la chorale et la fédération CGT Chimie, « le temps me manque », recon-

naît-elle. « Je suis déjà allée faire une formation syndicale d'une semaine en Jordanie, poursuit-elle. Je suis encore en contact avec une jeune femme qui y a participé. La question de la Palestine m'intéresse particulièrement, mais aussi celle des femmes africaines ». Elle soutient financièrement une association qui aide des familles à acquérir des animaux d'élevage. « Ce sont des gouttes d'eau dans la mer, mais ça finit par faire un verre, un bidon... » —



ALPHONSE VÉRONÈSE

« Tourné vers les autres, les migrants, les enfants »

C'est un acteur de la réactivation de L'Avenir social, opérée il y a 18 ans, qui quitte le conseil d'administration à l'occasion de cette assemblée générale. « À mon arrivée à L'Avenir social, tout le monde me parlait de toi et j'appréhendais notre première rencontre, impressionnée que j'étais par ton parcours et l'aura que tu as encore dans notre organisation », lui témoigne Catherine Paccioni, dans

l'hommage qu'elle lui a rendu. « Ses engagements depuis longtemps sont tournés vers les autres, les migrants, les enfants », ajoute-t-elle, à propos de ce militant né pendant la Seconde Guerre mondiale, embauché à 19 ans comme chaudronnier-tôlier chez De Wendel, en Meurthe-et-Moselle, syndiqué à la CGT en 1964. Il rejoint le bureau de la Fédération CGT des métaux en 1971, avant d'être élu en 1980 au bureau confédéral de la CGT.

« Quand on interroge internet, la première chose qu'on apprend de lui, c'est que l'IHS (Institut d'histoire sociale) confédéral détient 18 boîtes d'archives de son activité à l'international soit 2,10 mètres linéaires ! », sourit Catherine Paccioni. Si Le Monde a un jour écrit qu'il incarnait « la ligne dure de la CGT », elle voit plutôt en lui « un homme tranquille, toujours souriant, calme, qui a tant fait pour notre organisation et pour L'Avenir social ». —

JOËL

Étonné d'en apprendre autant

« Quarante ans de chemin de fer, contrôleur SNCF presque toute ma vie, en Normandie : Le Havre, Rouen, Dieppe... » Moins de deux semaines après sa première participation à une assemblée générale de L'Avenir social, Joël Demonchy était en retraite. Celui que ses camarades cheminots CGT de Dieppe ont envoyé pour représenter leur syndicat lors des débats l'avoue : « Je ne connaissais pas du tout L'Avenir social ». Il s'en étonne même. Comment a-t-il pu ne jamais en entendre parler, alors que son syndicat est adhérent ? Impliqué dans une association dieppoise de bénévoles qui distribuent des repas, il ne sait pas encore s'il s'investira dans la vie de L'Avenir social : « Ce n'est pas évident, il y a tellement de projets... Comment choisir d'aider l'un plutôt que l'autre ? Pour moi, c'est encore un peu flou ». Mais une chose est sûre : « L'Avenir social a son sens et quand je vais rentrer à Dieppe, je vais en parler. Il faut la faire connaître à tous nos syndiqués. Quand nous avons un congrès, pourquoi pas faire venir un représentant de l'association ? Il faut que tout le monde sache ce que c'est ». Ce besoin de communication et d'explication résonne à l'unisson de nombreuses interventions, réflexions et propositions faites pendant ces deux jours. —

